

BAZOOKA

Liban : début de l'incendie

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Mardi, le gouvernement libanais a pris la décision la plus grave depuis l'agression israélienne. Il a décidé d'ouvrir une enquête et de porter plainte contre le Hezbollah pour avoir installé un réseau secret et «illégal» de communication. L'existence de ce réseau est une atteinte à la sécurité de l'Etat et à sa souveraineté. Tout le monde savait que le Hezbollah disposait de ce réseau de communication secret qui lui a permis de résister à l'agression israélienne, de maintenir sa chaîne de commandements, de transmettre ses ordres à ses différents groupes de combat, etc. Sans ce réseau de communication, le Hezbollah serait au mieux un conglomérat de petits groupes de guérilleros incapables à mettre en échec l'armée israélienne. Lui soustraire son réseau revient évidemment à l'affaiblir. Le Hezbollah a déjà déclaré qu'il acceptait de discuter de ses armes mais pas de les remettre sans condition. Le gouvernement libanais vient de déclarer la guerre au mouvement de résistance. De toute évidence, il ne peut le mener seul. Toutes les déclarations des leaders de la majorité parlementaire ont poussé, ces deux derniers mois, à l'affrontement et à la confrontation armée. Conscients que le gouvernement cherchait une situation de guerre civile qui aurait donné le prétexte à une intervention étrangère (sous couvert de l'ONU) quasi immédiate par le simple changement de mandat des Casques bleus. Au besoin, Israël est là pour intervenir au prétexte d'assurer sa sécurité menacée par des troubles libanais. L'opposition a tout fait pour préserver la paix civile, malgré les provocations répétées et les déclarations humiliantes de Joumblatt et de Geagea, notamment après ses récentes rencontres avec des responsables US à Washington. Mais le dernier voyage de D. Welch a marqué le vrai tournant. Il a martelé que le pouvoir appartenait à la majorité parlementaire, un point c'est tout. Il a intimé l'ordre à Berri d'ouvrir le Parlement et à tout le monde d'élire immédiatement le président sans discussion sur les garanties demandées par l'opposition. Le boycott du Sommet de Damas par les amis arabes des Américains était un autre signe. Acculé, le Hezbollah devra défendre ses armes ou disparaître comme acteur de la résistance. Israël d'un côté, de l'autre une Finul susceptible de recevoir un nouveau mandat, une flotte américaine qui croise au large des côtes libanaises, semblent être des arguments solides pour pousser le Hezbollah à la reddition générale, avec la garantie, cette fois-ci, d'une guerre courte. Tout dépendra des capacités des patriotes libanais à mettre en échec le plan des incendiaires.

M. B.

PERISCOPE

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Jeudi 8 mai 2008 - Page 2

LE MILLIARD DE LA ZAOÛIA

La Cour des comptes s'intéresse de très près aux fonds dont aurait bénéficié une zaouïa de la wilaya de Tiaret. Des sources proches de cette institution rapportent qu'une somme d'un milliard de centimes a été octroyée par le ministère des Affaires religieuses à cette zaouïa au cours des deux dernières années.



Le projet de Zerhouni

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales planche sur un projet de loi qui vise à renforcer les prérogatives des walis en matière de gestion des flux migratoires.

Le département de Zerhouni pense, en effet, à un traitement «administratif» de l'immigration clandestine qui prend des proportions qui inquiètent non seulement l'Algérie, mais également ses partenaires de l'autre côté de la Méditerranée.



L'astuce de l'épouse du maire

L'épouse d'un maire d'une commune de la banlieue est d'Alger n'a pas trouvé meilleure astuce que de déposer une demande de logement LSP avec son nom de jeune fille.

Mieux, sa demande a été acceptée et son nom est porté sur la liste des bénéficiaires. Pourtant, une copie de l'acte de mariage est exigée pour la validation de tout dossier émanant de postulants mariés, désireux d'acquiescer un logement social-participatif.

Le président était en campagne

L'Assemblée populaire nationale a dû déprogrammer à deux reprises les plénières consacrées au projet de loi portant création de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques. La cause de ces reports ? La longue absence du président de la commission parlementaire de la santé qui était occupé à faire campagne en faveur... de Abdelmadjid Menasra, candidat malheureux à la présidence du MSP.

